

Adresse aux Français.

Françaises, Français. Vous avez eu ce jour à voter pour les élections européennes, en métropole, dans nos Outre-mer, comme à l'étranger. Le principal enseignement est clair : ce n'est pas un bon résultat pour les partis qui défendent l'Europe, dont celui de la majorité présidentielle.

Les partis d'extrême droite qui, ces dernières années, se sont opposés à tant d'avancées permises par notre Europe, qu'il s'agisse de la relance économique, de la protection commune de nos frontières, du soutien à nos agriculteurs, du soutien à l'Ukraine, ces partis progressent partout sur le continent. En France, leurs représentants atteignent près de 40 % des suffrages exprimés.

Pour moi, qui ai toujours considéré qu'une Europe unie, forte, indépendante est bonne pour la France, c'est une situation à laquelle je ne peux me résoudre. La montée des nationalistes, des démagogues, est un danger pour notre nation, mais aussi pour notre Europe, pour la place de la France en Europe et dans le monde. Et je le dis, alors même que nous venons de célébrer avec le monde entier le Débarquement en Normandie, et alors même que dans quelques semaines, nous aurons à accueillir le monde pour les Jeux olympiques et paralympiques. Oui, l'extrême droite est à la fois l'appauvrissement des Français et le déclassement de notre pays. Je ne saurais donc, à l'issue de cette journée, faire comme si de rien n'était.

À cette situation s'ajoute une fièvre qui s'est emparée ces dernières années du débat public et parlementaire dans notre pays, un désordre qui, je le sais, vous inquiète, parfois vous choque, et auquel je n'entends rien céder. Or, aujourd'hui, les défis qui se présentent à nous, qu'il s'agisse des dangers extérieurs, du dérèglement climatique et de ses conséquences, ou des menaces à notre propre cohésion, ces défis exigent la clarté dans nos débats, l'ambition pour le pays et le respect pour chaque Français.

C'est pourquoi, après avoir procédé aux consultations prévues à l'article 12 de notre Constitution, j'ai décidé de vous redonner le choix de notre avenir parlementaire par le vote. Je dissous donc ce soir l'Assemblée nationale. Je signerai dans quelques instants le décret de convocation des élections législatives qui se tiendront le 30 juin pour le premier tour et le 7 juillet pour le second.

Cette décision est grave, lourde, mais c'est avant tout, un acte de confiance. Confiance en vous, mes chers compatriotes, en la capacité du peuple français à faire le choix le plus juste pour lui-même et pour les générations futures ; confiance en notre démocratie. Que la parole soit donnée au peuple souverain, rien n'est plus républicain. Cela vaut mieux que tous les arrangements, toutes les solutions précaires. C'est un temps de clarification indispensable. Confiance en la France qui, face à la rudesse des temps, sait toujours s'unir et résister pour dessiner l'avenir et non se replier ou céder à toutes les démagogies.

Dans les prochains jours, je dirai l'orientation que je crois juste pour la nation. J'ai entendu votre message, vos préoccupations, et je ne les laisserai pas sans réponse. Et vous me connaissez, le goût de l'avenir, celui du dépassement de la fédération

continueront de nourrir ce projet. Mais en ce moment de vérité démocratique, et alors même que je suis le seul responsable politique à n'avoir aucune échéance électorale personnelle en 2027, soyez certains d'une chose : ma seule ambition est d'être utile à notre pays que j'aime tant, ma seule vocation est de vous servir.

Je sais pouvoir compter sur vous pour aller massivement voter les 30 juin et 7 juillet prochains. La France a besoin d'une majorité claire pour agir dans la sérénité et la concorde. Être Français est toujours se hisser à la hauteur des temps quand il l'exige, connaître le prix du vote et le goût de la liberté, agir quelles que soient les circonstances en responsabilité. C'est, au fond, choisir d'écrire l'histoire plutôt que de la subir. C'est maintenant.

Vive la République ! Vive la France !

Emmanuel Macron, 9 juin 2024.